

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
(DCE)

—

Analyse et accompagnement des pratiques professionnelles au profit des
agents des établissements et services de la DIRPJJ GN

Règlement de consultation (RC)

Date limite de dépôt des offres : **vendredi 30 mai 2025 à 14h**

Réf. : DIR-GRAND-NORD-2025-01-ACC

avril 2025

**Ce document décrit le déroulement de la procédure et explique au candidat comment il doit y répondre.
A lire attentivement**

La présente consultation est passée selon passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des art. L2120-1, L2152-7, L 2124-2, R2124-2 et R2161-2 du code de la commande publique

Dans les pages suivantes, nous faisons référence, pour les paragraphes traitant de la dématérialisation de la procédure, au site du profil acheteur de la personne publique : la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE): www.marches-publics.gouv.fr.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le DCE dans son intégralité, poser des questions sur le DCE, répondre par voie électronique, et être tenus informés des rejets.

L'ensemble du dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 1 : LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Monsieur le Directeur interrégional

Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand-Nord

(DIRPJJ Grand-Nord)

123, boulevard de la Liberté

59042 Lille

ARTICLE 2 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 : Objet de la consultation

Le présent marché de service a pour objet l'analyse et l'accompagnement des pratiques professionnelles au profit des agents de la DIRPJJ GN.

2.2 : Lieu d'exécution

Les prestations doivent être exécutées au lieu de service des agents (sur site). Les séances ne pourront être réalisées qu'en présentiel. Le recours à la visioconférence est donc exclu. Une liste de ces services et de ces établissements est annexée aux cahiers des charges.

2.3 : Mode de passation

La présente consultation est passée selon passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des art. L2120-1, L2152-7, L 2124-2, R2124-2 et R2161-2 du code de la commande publique.

2.4 : Type et forme de contrat

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes en application des articles L2125-1 et R2162-13 du code de la commande publique. L'administration établira une liste de 3 candidats classés par ordre de priorité pour chaque lot.

2.5 : Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, les prestations font l'objet d'un allotissement géographique :

- Lot n°1 : Nord (département 59)
- Lot n°2 : Pas-de-Calais (département 62)
- Lot n°3 : Oise (département 60)
- Lot n°4 : Somme-Aisne (départements 80 et 02)

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché débute à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Il est constitué d'une période ferme d'un (01) an. Le marché peut être prolongé trois fois pour une durée d'un (01) an à chaque fois. La reconduction est tacite sauf décision écrite envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur un mois avant la date de fin de chaque période. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction tacite.

ARTICLE 4 : REFERENCE CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

79998000-6 Services d'accompagnement professionnel

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE

La présente consultation fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au BOAMP et sur le profil acheteur de la personne publique (PLACE).

ARTICLE 6 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront parvenir par voie dématérialisée au plus tard à la date et à l'heure indiquée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 7 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8 : QUESTIONS-REPONSES

Pendant la phase de consultation, les candidats font parvenir leurs questions et demandes de renseignements complémentaires exclusivement sur le profil acheteur « PLACE ». Les questions sont à adresser jusqu'à 8 (huit) jours avant la date de remise des offres et passé ce délai, aucune réponse ne sera communiquée.

ARTICLE 9 : ANALYSE DES OFFRES

Le choix des offres se fait dans le respect des principes de la commande publique mentionnés à l'article L3 du code de la commande publique et des critères de pondération conformément à l'article L2152-7. Le présent marché étant passé sous la forme d'un accord-cadre multi attributaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le soin d'établir un classement des candidats pour chaque lot. Il établira donc une liste de 3 classés par ordre de priorité. En cas de défaillance ou d'indisponibilité d'un candidat, le choix se portera sur le suivant d'après le classement établi. Conformément aux articles R2152-7 et suivants (ou R2152-11), la DIRPJJ Grand-Nord choisit l'offre la plus avantageuse économiquement en fonction des critères suivants :

Prix : 20%

- Calculé sur la base du prix forfaitaire

Valeur Technique : 60%

❖ Moyens humains mis à disposition : 35%

A titre d'exemple : la qualité des intervenants (niveau de formation, connaissance des établissements et services de la PJJ, expériences professionnelles, etc.). Les CV des intervenants doivent être joint à l'offre.

- *Niveau de formation (15%)*
- *Expérience professionnelle (20%)*

❖ La méthodologie d'intervention détaillée du soumissionnaire : 20%

❖ Les modes d'information et de communication avec les structures de la PJJ (telles que unités éducatives, direction territoriale, direction régionale), les réunions programmées pour le lancement ou le bilan, les modalités de transmissions des rapports et des feuilles d'émargement : 5 %

Critères environnementaux : 10%

- Moyens mise en œuvre pour prendre en compte la dimension environnementale au cours de la réalisation des prestations. A titre d'exemple : limiter les impressions et favoriser les supports dématérialisés, réduction des émissions de gaz à effet de serre, etc. (5%)
- Moyens mis en œuvre de façon générale par le candidat pour limiter l'impact environnemental dans son fonctionnement courant. A titre d'exemple : recours au réemploi, au reconditionnement, aux énergies renouvelables, moyens de déplacement, élaboration d'un plan de mobilité pour le personnel, etc. (5%)

Critères sociaux : 10%

- Moyens mis en œuvre pour prendre en compte la dimension sociale au cours de la réalisation des prestations. A titre d'exemple : politique de formation des salariés en lien avec la prestation commandée, politique d'accompagnement des personnes en situation de handicap en lien avec la prestation commandée, etc. (5%)
- Moyens mis en œuvre de façon générale par le candidat pour favoriser l'accès à l'emploi dans le cadre de son fonctionnement courant. A titre d'exemple : favoriser l'accueil de stagiaires ou d'alternants au sein de la structure, promotion de l'égalité homme-femme, etc. (5%)

Sera classée pour chacun des 4 lots en premier rang l'offre ayant obtenu la meilleure note. Dans le cadre de ce marché multi-attributaires seront définis également un titulaire de rang 2 et un titulaire de rang 3 en fonction des notes attribuées lors de la sélection.

Un candidat ne pourra pas être désigné comme titulaire de plus de 2 lots de ce marché.

ARTICLE 10 : VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

ARTICLE 11 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation (liste des pièces fournies au soumissionnaire par l'acheteur public) est constitué du :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe (liste des services)
- L'acte d'engagement (AE)

ARTICLE 12 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Les candidats peuvent télécharger le DC en accès gratuit, complet, direct et sans restriction sur la plateforme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification lors du retrait d'un DC est indispensable si le soumissionnaire souhaite être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier ainsi que de tout autre évènement. Il est recommandé au candidat de s'identifier avec une adresse email durable pendant toute la durée de la procédure. En effet, il est important que l'adresse électronique utilisée soit fiable, afin de permettre les échanges entre le candidat et l'acheteur tout au long de la procédure. Il n'appartient pas à l'acheteur de s'assurer que les messages envoyés à l'adresse électronique fournie soient bien réceptionnés et bien lus (hors cas de dysfonctionnement manifeste du profil acheteur).

L'attention des candidats est attirée sur les contraintes de sécurité imposées par les navigateurs les plus récents, lesquelles peuvent nécessiter d'ouvrir certaines restrictions sur le navigateur. Il convient donc de déclarer en « site de confiance » l'adresse de la plateforme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat fera son affaire de tout paramétrage de sa messagerie (spams, indésirables, ...) et fera preuve de toute diligence dans la consultation des échanges produits sur le profil acheteur. Il ne pourra émettre aucune réclamation sur ce point s'il venait à ne pas prendre connaissance d'un quelconque échange.

ARTICLE 13 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les propositions des soumissionnaires sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. Si les offres des soumissionnaires sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre. Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres. Afin d'être régulière, chaque proposition (candidature et offre) doit comporter obligatoirement l'ensemble des pièces listées ci-dessous.

13.1 : Dossier de candidature

Chaque soumissionnaire devra communiquer les documents suivants :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise : la déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (formulaire DC1).

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise : la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (formulaire DC2).
- Renseignements concernant la capacité technique et professionnelle de l'entreprise :
 Une formation correspondant à un master 2 dans une discipline des sciences humaines ou / et une pratique professionnelle régulière dans le domaine concerné auprès d'organismes du médico-social validée par des lettres d'attestation ou des lettres de recommandation des dits organismes.
 Moyens matériels et logiciels permettant la transmission des livrables sur support numérique.

Pour présenter leur candidature, les candidats utiliseront :

- Soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

13.2 : Pièces constitutives de l'offre

Chaque soumissionnaire devra communiquer les documents suivants :

- Son bordereau des prix unitaires (BPU)
- Un mémoire présentant sa réponse technique à l'appel d'offre contenant notamment :
 Le profil (cv, diplômes, formations, expériences...) des personnels affectés à l'opération
 La méthodologie d'intervention détaillée
 L'organigramme de son organisation
 Des références dans le domaine concernant l'objet de ce marché

L'identification des principaux interlocuteurs en charge de la réalisation du marché

ARTICLE 14 : DEMANDE DE CLARIFICATIONS ET DE PRECISIONS DES OFFRES

Après remise et examen des offres, le ministère de la Justice pourra demander aux candidats des compléments, clarifications ou précisions concernant la teneur de leurs offres pour s'assurer de la bonne compréhension de celles-ci. Cependant, ces précisions clarifications ou compléments ne pourront avoir pour effet de modifier des éléments substantiels des offres ou des caractéristiques essentielles de leurs réponses. Les organismes candidats seront tenus de répondre aux sollicitations du Ministère par mail.

ARTICLE 15 : TRANSMISSION DES OFFRES

La transmission des plis devra se faire exclusivement par voie électronique sur PLACE à la date limite mentionnée sur la première page du présent règlement de consultation. La dématérialisation des marchés publics, désormais obligatoire, est présentée dans le « guide très pratique de la dématérialisation » dédié aux opérateurs économiques :

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide OE DEF28052020.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf)

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date fixée et à l'heure arrêté. Les plis qui sont remis après ces dates et heure ne sont pas ouverts. En cas de dépôts successifs, seul le dernier sera pris en compte. Les

plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés. Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

ARTICLE 16 : LITIGE

Juridiction compétente :

Tribunal administratif de Lille
CS 62039
5, rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE